

CHINE

Le PIB par habitant a grimpé en flèche au cours des cinq dernières années, augmentant de près de 50 % en termes cumulés, ce qui a sensiblement réduit l'ample écart entre la Chine et les pays de l'OCDE. Les taux d'emploi demeurant assez élevés, cette différence de revenu par habitant tient essentiellement à une plus faible productivité. Un large éventail de réformes ont été engagées au cours des dernières années, contribuant à des gains rapides de productivité, même si des progrès demeurent nécessaires dans les domaines suivants pour garantir la poursuite de cette évolution.

Priorités fondées sur des indicateurs

Réduire l'importance du secteur étatique dans l'économie

La productivité totale des facteurs des entreprises d'État est inférieure à celle des entreprises à capitaux privés, et de nombreuses entreprises d'État sont toujours déficitaires. Par rapport aux pays de l'OCDE, la Chine se caractérise par des entreprises d'État qui jouent un rôle considérable dans l'économie, en particulier dans de vastes pans du secteur des services, ce qui se traduit par des pertes d'efficacité.

Mesures prises : Le gouvernement a publié en avril 2010 36 principes directeurs destinés à promouvoir et orienter un sain développement économique non-public, qui ont encouragé les investissements privés dans les secteurs des transports ferroviaires, de l'électricité, des télécommunications et des banques rurales. Les entreprises contrôlées par l'État devraient se retirer de certains secteurs concurrentiels et se concentrer sur les secteurs considérés comme essentiels, tels que le charbon, le pétrole et les métaux.

Recommandations : La création de grandes entreprises à capitaux privés ne devrait plus être soumise à l'approbation des pouvoirs publics, ce qui permettrait d'accroître les financements disponibles pour restructurer les entreprises d'État dont les performances laissent à désirer.

Améliorer les taux de diplômés

Les taux de réussite dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur sont nettement inférieurs à ceux observés dans les pays de l'OCDE. En outre, il existe de fortes disparités régionales en termes de fréquentations scolaires.

Mesures prises : Les dépenses publiques d'éducation ont augmenté de 2,7 % à 3,5 % du PIB entre 2004 et 2008 et pourraient atteindre 4 % du PIB en 2012. En avril 2010, le gouvernement a adopté une nouvelle stratégie à long terme destinée à améliorer le système d'enseignement pour les enfants de moins de six ans et les jeunes de plus de 15 ans. La qualité de la formation des enseignants sera améliorée, et les procédures d'entrée dans l'enseignement supérieur seront modifiées de manière à réduire l'importance des examens fondés sur la mémoire.

Recommandations : Les inégalités observées en matière de prestations d'enseignement doivent être réduites, tant au niveau régional que dans les zones urbaines. Il importe que soient rapidement mises en œuvre les dispositions destinées à améliorer l'éducation des migrants internes.

Alléger les charges administratives qui pèsent sur les entreprises

Le temps nécessaire à la création d'une société et à l'obtention d'autorisations réglementaires est excessivement long, ce qui fait obstacle à l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché et entrave le jeu de la concurrence.

Mesures prises : Le seuil à partir duquel un projet d'investissement doit être approuvé par l'administration centrale a été révisé à la hausse.

Recommandations : Les institutions publiques devraient être tenues de réaliser une analyse d'impact de la réglementation avant d'instaurer de nouvelles règles, et devraient réexaminer progressivement l'ensemble de la réglementation.

Autres grandes priorités

Réduire les obstacles à l'urbanisation

Les écarts de revenu entre zones rurales et urbaines sont considérables, du fait d'obstacles de taille aux migrations. L'adoption de mesures complémentaires pour faciliter les redéploiements de main-d'œuvre vers les secteurs à forte productivité de l'économie devrait contribuer à renforcer la productivité, de même qu'une réduction des différences de capital humain dans le pays.

Mesures prises : Des systèmes complets d'assurance-maladie et d'aide sociale ont été mis sur pied dans les campagnes en 2009, tandis que la mise en place d'un nouveau régime de retraite est en cours. Des études pilotes ont été engagées en vue de réviser la durée des droits d'utilisation des terres et les lois relatives à l'enregistrement des ménages, ce qui pourrait améliorer la mobilité de la main-d'œuvre.

Recommandations : Les autorités devraient encore accroître les dépenses sociales, afin d'assurer une couverture plus étendue de la population et une protection sociale plus efficace. Il faut que les dispositions de la loi de 2003 sur l'exploitation des terres soient intégralement mises en œuvre, afin que les agriculteurs aient pleinement connaissance de leurs droits, ce qui élargira le marché locatif. La durée des droits d'utilisation des terres devrait être allongée, et les lois relatives à l'enregistrement des ménages révisées.

Renforcer encore l'état de droit

Le niveau de protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) est faible en termes de comparaison internationale, et l'efficacité des procédures d'exécution des contrats est variable dans le pays.

Mesures prises : En juin 2008 a été adoptée une nouvelle stratégie relative aux DPI, qui s'est traduite par une nouvelle loi sur les brevets et un projet de révision de la loi sur les marques. La gestion des procédures judiciaires relatives aux violations des DPI doit être centralisée dans certaines juridictions. Les autorités ont commencé à renforcer l'application des lois.

Recommandations : Il faudrait améliorer encore l'efficacité du système d'application des lois, en renforçant les institutions judiciaires.

CHINE

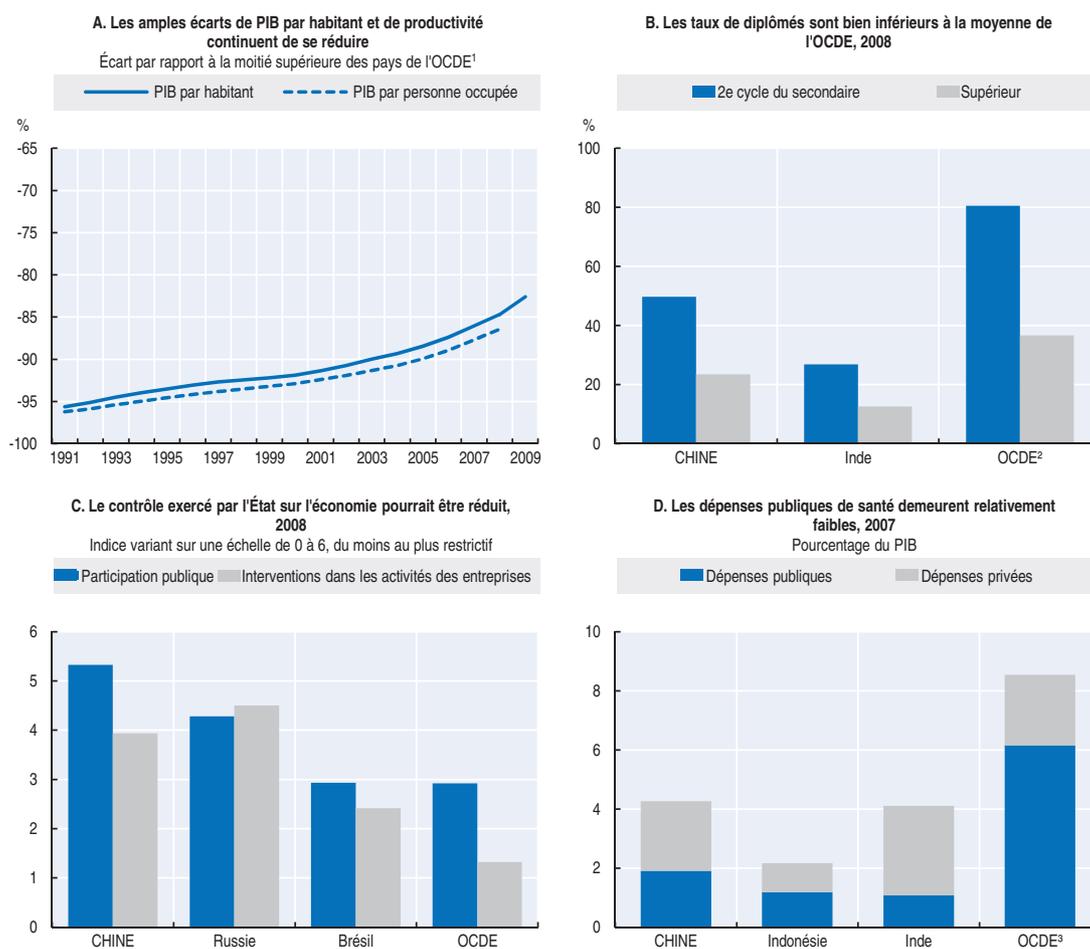
Indicateurs structurels

Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage

	1998-2008	1998-2003	2003-08
PIB par habitant	9.4	7.9	10.9
Utilisation des ressources en main-d'œuvre	..	..	..
dont : Taux d'emploi	0.5	0.5	0.4
Nombre moyen d'heures travaillées	..	..	..
Productivité du travail ¹	8.9	7.4	10.5
dont : Intensité capitalistique	..	..	..
Productivité multifactorielle	..	..	..

1. La productivité du travail est mesurée à l'aide du PIB par personne occupée.

Source : Estimations fondées sur les Bases de données des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, 2010) et des Indicateurs clés du marché du travail (BIT, 2010).



Note : Les utilisateurs de ces données doivent être conscients qu'elles peuvent ne plus refléter complètement la situation actuelle dans les pays qui ont poursuivi des réformes rapides.

- Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de l'OCDE les mieux classés en termes de PIB par habitant et de PIB par personne occupée (sur la base des PPA constantes de 2005).
- Pour le 2^e cycle de l'enseignement secondaire, moyenne des pays de l'OCDE hormis l'Australie, l'Autriche, la Belgique, l'Estonie, la France et les Pays-Bas ; pour l'enseignement supérieur, hormis la Belgique, le Chili, la Corée, l'Estonie et la France.
- Moyenne des pays de l'OCDE hormis le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovénie.

Source : Graphique A : Bases de données des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, 2010) et des Indicateurs clés du marché du travail (BIT, 2010) ; graphique B : OCDE (2010), *Regards sur l'éducation* ; *Annuaire statistique de la Chine et Enquête nationale par sondage (National Sample Survey) de l'Inde (2007/8)* ; graphique C : OCDE, *Base de données sur la réglementation des marchés de produits* ; graphique D : Banque mondiale (2010), *Indicateurs du développement dans le monde*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932386605>